

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE CGT, SUD, FO

**Pour le maintien des emplois et des missions en région,
la mobilisation continue !**

Prochaine échéance le 30 juin

Un projet de démantèlement qui ne dit pas son nom

Le projet de la direction de supprimer les services études et diffusion et une partie des services administratifs de neuf directions régionales est délétère pour les agents et le bon fonctionnement de l'Insee. Il relève du plus profond mépris pour les personnels dont le travail est éradiqué d'un trait de plume sans que ne leur soit proposée la moindre alternative. Car personne n'est dupe de l'engagement de la direction sur le fait qu'aucune mobilité ne sera forcée : il est bien clair que des agents perdraient leur poste dans ce projet, et que les structures actuelles des DR ne permettraient pas la garantie de travaux sur l'Insee. Les conséquences humaines sur ces agents et sur leurs familles seraient considérables.

Quelque 300 agents sont aujourd'hui immédiatement concernés par la suppression de leur poste à Poitiers, Limoges, Clermont-Ferrand, Montpellier, Besançon, Nancy, Reims, Amiens, Rouen et Caen. Mais qu'on ne se fasse aucune illusion. D'autres suivront puisque la fermeture de neufs services études et le dépeçage des services administratifs ne sont que la première étape. **À terme, c'est toute la viabilité de ces établissements déjà fragilisés par une baisse récurrente des effectifs qui est mise en cause. Ces DR ont déjà perdu le quart de leurs effectifs en dix ans. Aujourd'hui, la direction veut supprimer un tiers de leurs postes en trois ans !** (tableaux).

Cette décision est inacceptable car le seul choix proposé aux agents des neufs établissements c'est le placard ou le déménagement. Le risque est également grand pour les collègues des services statistiques, prétendument aujourd'hui épargnés, qu'ils soient, eux aussi un jour invités à changer de région. C'est en effet ce risque que court la direction en cassant les collectifs de travail entre producteurs et utilisateurs de chiffres...

En réalité, la réforme territoriale sert de prétexte à la direction pour réorganiser l'Insee à sa façon. Le directeur général ne s'en est jamais caché : il ne veut plus faire fonctionner l'Institut avec autant de directions régionales.

Mobilisations dans les établissements : la direction de l'Insee regarde ailleurs...

La semaine du 18 juin a donné lieu à des mobilisations dans les établissements de l'Insee : rassemblements, prise de contacts avec la presse, avec les partenaires, avec des élus. Des prises de paroles auprès des directions ont également eu lieu à Reims, Amiens, Nancy, Montpellier, Clermont, Poitiers, Besançon, Limoges, Caen...

Les agents des établissements non directement concernés ont également été appelés à des informations, soutiens...et réflexions sur les conséquences du projet de la direction sur l'institut dans son ensemble.

Partout, les agents sont effarés de la brutalité de la décision : aucune concertation, mépris des 6 000 salariés de l'Insee, absence de dialogue.

L'égalité de traitement entre territoires pour l'information économique et sociale

La disparition des services études et diffusion mettrait fin à l'égalité de traitement entre territoires.

Comment en effet continuer à rencontrer l'ensemble des acteurs publics locaux avec l'éloignement généré par les fermetures ?

Comment se rendre dans les Ardennes à partir de Strasbourg, à Saint-Flour en partant de Lyon ? Comment accepter la création d'une « zone blanche » couvrant tout le Massif central avec la disparition des services études de Limoges et Clermont-Ferrand ?

Les agents des établissements régionaux de l'Insee veulent continuer à contribuer à la production locale de la statistique. Les populations de ces territoires n'ont aucune raison d'accepter la disparition d'un service public qui fonctionne...

Pendant ce temps que fait la direction de l'Insee ?

- **elle envoie les tableaux d'effectifs aux préfets préfigurateurs en refusant de les porter à la connaissance des personnels et de leur représentant-e-s ;**
- **elle convie les représentant-e-s du personnel à discuter, dans des groupes de travail, sur les sujets les plus divers et variés ;**
- **elle prétend préparer l'Insee de...2025 lors d'un rassemblement de ses cadres le 30 juin prochain en région parisienne.**

Que se passe-t-il dans les autres administrations ?

Des actions intersyndicales ont été portées dans de nombreuses régions, et administrations concernées par la réforme territoriale.

- Des agents de la fonction publique, dont l'Insee, ont manifesté lors de la réunion du congrès des régions de France qui s'est tenu à Rouen le 25 juin ;
- Des déclarations dénoncent la parodie de concertation mise en place par le gouvernement : exemple en Rhône Alpes Auvergne (où s'organisent des rassemblements) ;
- D'autres directions, *a priori* pas concernées par cette réforme selon le ministère mesurent elles aussi les dégâts supplémentaires qu'elle pourrait leur infliger : la CCRF de Bourgogne et Franche Comté, déjà démantelée par la Réate, a fait une déclaration intersyndicale le 24 juin ;
-de nombreuses mobilisations dans toutes les régions sont en cours de préparation !

Les raisons et les occasions d'agir

Le calendrier choisi par le gouvernement jouait sur la prise de décisions structurantes pendant l'été...lui permettant de ne pas avoir à se confronter à la protestation tant des agents concernés travaillant dans les services, que des citoyens et élu-e-s des territoires en jeux.

La direction de l'Insee emploie la même stratégie.

Nous ne nous laisserons pas bernier par cette tactique et nous appelons tous les agents à se mobiliser le mardi 30 juin :

- **lors de rassemblements soit sur la région parisienne pour toutes celles et ceux qui le décident**
 - **soit pour des rassemblements locaux notamment lorsqu'ils sont proposés aux agents des différentes administrations concernées.**
 - **et toutes autres actions décidées par les personnels afin de faire entendre nos revendications :**
- **pour une statistique publique de qualité et l'exercice de nos missions d'études et diffusion dans tous les territoires ;**
 - **pour des travaux diversifiés dans tous les établissements offrant des perspectives de carrière à tous les agents sans avoir à changer d'administration ou de lieu de travail**

A Paris le 26 juin 2015

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, SUD, FO

Réforme territoriale - Décision de la direction de l'Insee - Note du 1er juin 2015

DR implantées hors future capitale de région	Postes menacés à l'horizon 2018 selon la note DG du 1er juin 2015 (hors baisses prévues dans les SES)					Evolution des effectifs entre 2005 et 2010			Evolution des effectifs entre 2010 et 2015			
	Effectifs 1/1/2015 hors enquêteurs *	Effectifs SED 01/06/2015 **	Effectifs SAR 01/06/2015**	Nombre de postes menacés d'ici 2018 SED + moitié SAR	% Postes menacés / Total hors enquêteurs	Effectifs 1/1/2005 hors enquêteurs *	Effectifs 1/1/2010 hors enquêteurs*	Evolution en %	Effectifs 1/1/2010 hors enquêteurs*	Effectifs 1/1/2015 hors enquêteurs*	Evolution en %	
AUVERGNE	74	18	17	27	36%	131	103	-21%	103	74	-28%	
CHAMPAGNE-ARDENNE	110	24	17	33	30%	173	142	-18%	142	110	-23%	
FRANCHE-COMTE	72	23	17	32	44%	92	86	-7%	86	72	-16%	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	116	30	16	38	33%	158	151	-4%	151	116	-23%	
LIMOUSIN	79	21	15	29	36%	117	91	-22%	91	79	-13%	
LORRAINE	99	20	14	27	27%	161	132	-18%	132	99	-25%	
BASSE-NORMANDIE ou HAUTE-NORMANDIE	187	27	23	39	21%	92	81	-12%	223	187	-16%	
PICARDIE	82	22	17	31	37%	112	96	-14%	96	82	-15%	
POITOU-CHARENTES	92	23	22	34	37%	137	118	-14%	118	92	-22%	
Total	1031			331	32%							
						TOTAL DES DR MENACEES	1338	1142	-15%	1284	1031	-20%
						<i>TOTAL DES DR (et SR)</i>	4399	3801	-14%	3943	3209	-19%
						<i>TOTAL EFFECTIFS INSEE (hors Genes)</i>	6108	5581	-9%	5723	4933	-14%

* Source Rapport Activité (hors SSNE pour Caen)

** Source Annuaire